

**LES NOUVELLES CONTRAINTES AFFRONTÉES DURANT LA  
PANDÉMIE DE COVID-19 ET LEURS IMPACTS SUR LE REVENUS  
DES PAYSANS AGRICULTEURS EN TUNISIE**

**THE NEW CONSTRAINTS ENCOUNTERED DURING THE COVID-19  
PANDEMIC AND THEIR IMPACTS ON THE INCOME  
OF FARMERS IN TUNISIA**

**Mnasri Karim**

Maître assistant-contractuel en géographie rurale à l'Institut Préparatoire aux Études Littéraires  
et de Sciences Humaines de Tunis-Université de Tunis.

L.R.21ES07 "Gouvernance et développement Territorial"

**Mnasrikarim.fshst@gmail.com**

**Résumé :**

La sécurité alimentaire en Tunisie ou à l'échelle nationale est une question sensible et stratégique. La grande diversité du domaine climatique tunisien et l'extension des terres agricoles sur une superficie de 10 millions d'hectares, dont (5 millions d'hectares de terres agricoles alors que le reste est des pâturages et des forêts), soit environ 65% de la superficie du pays, ont contribué à ce que le secteur agricole joue un rôle vital sur le plan économique. Il assure 10% du produit intérieur brut et contribue à employer environ 14% de la population active. Cependant, ce secteur, comme l'ensemble de l'économie tunisienne, souffre de nombreuses contraintes qui s'accumulent depuis des décennies (des contraintes climatiques, surendettement, problème de commercialisation, analphabétisme, dispersion et concentration foncières.etc.).

En plus de ces problèmes hérités, le secteur agricole a connu depuis 2020 une nouvelle vague de contrainte avec l'expansion de la pandémie de la covid-19 (coronavirus), et notamment avec la période de restriction de confinement. Donc, l'épidémie de coronavirus a eu un effet négatif notoire sur la productivité agricole et notamment sur le revenu des exploitants agricoles. En effet, l'analyse des données du secteur agricole en Tunisie durant cette nouvelle pandémie a permis de mettre en évidence que les pertes contractées par les

agriculteurs durant l'épidémie, quoique très variables selon divers facteurs (niveau d'instruction de l'agriculteur, la spéculation pratiquée, surface agricole utile.etc), ont parfois pris des ampleurs très conséquentes.

Des épidémies et des calamités sanitaires, comme la pandémie due au coronavirus, peuvent aussi imposer la prise de décisions visant des restrictions de déplacement des individus ou même les obliger à observer un confinement sévère et d'autres par un confinement plus souple. Une telle situation peut avoir des répercussions très négatives sur tous les plans (politique, social, économique). Dans ce genre de situation dans un environnement socioéconomique fragile, le secteur agricole en Tunisie se trouvera inévitablement au cœur de la tempête pour subir des coups des plus durs, secteur vital, grâce à quoi on doit une garantie de la sécurité alimentaire de la population.

L'objectif de cette étude est de mettre en évidence un état des lieux sur l'impact du covid-19 perçu par les agriculteurs et surtout les nouvelles contraintes affrontées durant la pandémie afin de mieux appréhender le degré de l'impact économique de cette pandémie notamment sur le revenu des agriculteurs.

**Mots-clés :** Pandémie ; Confinement ; sécurité alimentaire ; Revenu ; Agriculture ; Impact économique ; Covid-19.

**Abstract :**

Food security in Tunisia or at the national level is a sensitive and strategic issue. The great diversity of the Tunisian climatic domain and the extension of agricultural land over an area of 10 million hectares, of which (5 million hectares of agricultural land while the rest is pastures and forests), or about 65% of the country's land area, have contributed to the agricultural sector playing a vital economic role. It provides 10 % of the gross domestic product and helps to employ around 14% of the working population. However, this sector, like the whole of the Tunisian economy, suffers from many constraints that have accumulated for decades (climatic constraints, over-indebtedness, problem of marketing, illiteracy, dispersion and concentration of land,).

In addition to these legacy problems, the agricultural sector has experienced a new wave of stress since 2020 with the expansion of the covid-19 (coronavirus) pandemic, and in particular with the confinement restriction period. Therefore, the coronavirus epidemic has had a noticeable negative effect on agricultural productivity and in particular on the income of

farmers. Indeed, the analysis of data from the agricultural sector in Tunisia during this new pandemic made it possible to highlight that the losses incurred by farmers during the epidemic, although very variable depending on various factors (level of education of the farmer, the speculation practiced, useful agricultural area,...), have sometimes taken on very substantial dimensions.

Epidemics and health calamities, such as the coronavirus pandemic, can also force decisions to be made to restrict the movement of individuals or even force them to observe severe confinement and others through more flexible confinement. Such a situation can have very negative repercussions on all levels (political, social, economic...). In this kind of situation in a fragile socioeconomic environment, the agricultural sector in Tunisia will inevitably find itself at the heart of the storm to suffer the hardest blows, a vital sector, thanks to which we must guarantee the food security of the population.

The objective of this study is to highlight an inventory of the impact of covid-19 perceived by farmers and especially the new constraints faced during the pandemic in order to better understand the degree of the economic impact of this pandemic, especially on the income of farmers.

**Keywords:** Pandemic; Confinement; Food safety; Income; Agriculture; Economic impact; Covid-19.

## **Introduction**

Comme nous avons mentionné précédemment, d'un point de vue économique, l'agriculture en Tunisie conserve une place fondamentale, puisqu'il génère près de 10% du produit intérieur brut et emploie en 2017 près de 14% de la population active.

En Tunisie, l'activité agricole se pratique sur 10 millions d'hectares, à travers 516000 exploitations. Les revenus d'une partie importante de la population, notamment d'origine rurale dépendent de l'agriculture et de l'exploitation des ressources naturelles. Le secteur, qui revêt une grande importance, évolue cependant dans un environnement naturel très fragile, dont sa dépendance aux conditions climatiques est très sensible (variation des températures, précipitations accrues, fréquence de la sécheresse.etc.). De plus, plusieurs régions, particulièrement celles du centre et du sud du pays, pourraient connaître des situations climatiques des plus en plus défavorables pour l'activité agricole. Malgré la position économique du secteur agricole, celui-ci reste entre-temps un secteur fragile, soumis à de

nombreux facteurs interfère dans la détermination de son activité qualitative et quantitative, notamment (le morcellement, des ressources naturelles limitées.etc.). Face à ces contraintes, ce secteur a récemment confronté à des défis plus profonds, en particulier avec la propagation de la pandémie du covid-19.

La maladie du covid-19 est devenue une pandémie qui a engendré une crise économique sans précédent. Cette crise a remis en cause la stabilité des équilibres assurant la sécurité alimentaire à l'échelle régionale et nationale. Les modes de production et de consommation se trouvent aujourd'hui questionnés. Cette pandémie met en exergue les faiblesses et les inégalités existantes dans les systèmes de la santé ainsi que dans les systèmes agricoles et alimentaires.

Les marchés hebdomadaires et du gros de produits alimentaires sont sujets à des perturbations qui affectent à des degrés divers les chaînes d'approvisionnement, sans compter la variabilité de la demande qui joue un rôle important dans ce contexte.

Les mesures indispensables au contrôle de la situation sanitaire ont des implications directes sur l'économie de la Tunisie. Cette pandémie peut imposer la prise de décisions visant des restrictions de déplacement des individus ou même les obliger à observer un confinement sévère. Dans ce contexte, une telle situation peut avoir des répercussions très négatives sur le plan socioéconomique. Dans ce genre de situation, en Tunisie, et dans un arsenal de mesures préventives, le secteur agricole se trouvera inévitablement au cœur de cette pandémie pour subir des coups des plus durs.

## **Méthodologie**

Comme toute crise (sanitaire, économique) a un impact sur la baisse des revenus et l'incertitude pouvait induire les personnes à dépenser moins et provoquer ainsi un rétrécissement de la demande, puisque ce dernier lié aux revenus, de sorte qu'une perte des sources possibles de revenus pourrait avoir des effets sur la consommation. En revanche aussi, que certaines habitudes alimentaires puissent se modifier. Il est possible que l'on assiste à une chute majeure disproportionnée de la consommation de viande (à cause de la peur, sans fondement scientifique, que les animaux puissent être des vecteurs du virus) et d'autres produits à valeur plus élevée comme les fruits et les légumes (avec, à la clé, l'effondrement des prix). Pour démontrer l'impact de la pandémie du Covid-19 sur l'activité du secteur agricole en Tunisie, notre méthodologie d'analyse s'est appuyée tout d'abord sur les résultats du questionnaire de l'Union tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP) durant la

période du mois d'avril et de mai 2020, dont l'objectif principal est d'évaluer l'évolution de la perte comme impact direct du confinement générale imposée et les principales difficultés rencontrées par les producteurs.

Selon cette enquête et parmi l'ensemble des adhérents d'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP) à l'échelle de la Tunisie, 500 agriculteurs sont enquêtés (**Tableau 1**) <sup>[1]</sup>, dont l'échantillonnage a été déterminé selon la contribution de chaque filière au produit intérieur brut (PIB) agricole et selon l'importance de chaque activité dans les différentes régions du pays.

Afin d'étudier les conséquences du confinement sur le fonctionnement du secteur agricole et leur impact économique aux agriculteurs paysans, diverses variables <sup>[2]</sup> ont été prises en considération afin de mettre en exergue le plus déterminant des pertes contractées par les agriculteurs.

L'analyse des résultats pour la totalité de l'échantillon nous a permis de constater que les deux variables (gouvernorat et agriculteur) sont les plus déterminantes dans la cause de la perte contractée par les agriculteurs durant la période de confinement obligatoire, en effet, 22.86% des pertes reviennent aux variables «gouvernorat», alors que 51.43% sont dues aux variables «agriculteur». L'importance de ces deux variables avec un total de 79.29% par rapport aux autres facteurs, s'explique en fait par le degré d'infestation par le virus au niveau de chaque région, mais aussi par le comportement spécifique de chaque producteur vis-à-vis de la pandémie, ainsi on aurait trouvé des gens très disciplinés qui auraient observé un confinement très strict, alors que d'autres semblaient plutôt nonchalants.

**Tableau 1. Répartition des exploitants selon la région et la spéculation durant le confinement 2020**

Types de cultures	Nombre d'Agriculteurs questionnés	Répartition sur les régions (selon l'importance de la culture)	Répartition de l'échantillon selon la spécialité de chaque région
Élevage	186 éleveurs	62 (dans le Nord tunisien) Inclus les gouvernorats de :	30 Bovins
			10 Ovins

<sup>1</sup> - Dans notre article, parmi 500 agriculteurs enquêtés, dont 35 agriculteurs dans le domaine de l'aquaculture et de la pêche non pas été pris en compte dans cette étude.

<sup>2</sup> - Parmi les variables adoptées dans l'enquête : Le gouvernorat (22.86%) ; l'agriculteur lui-même (51.43%) ; Le niveau d'instruction de l'agriculteur (1.74%) ; la spéculation pratiquée par l'agriculteur (4.89%) ; degré d'utilisation des nouvelles techniques de production (4.50%) ; superficie de la surface agricole utile (6.19%) ; Statut du titre foncier (4.02%).

		(Jendouba, Le Kef, Béja, Bizerte, Zaghouan, Nabeul, Ariana, Ben Arous)	10 Caprins
			12 Volailles
		62 (dans le Centre tunisien) Inclus les gouvernorats de : (Kairouan, Kasserine, Sidi Bouzid, Sousse, Sfax)	10 Bovins
			30 Ovins
			10 Caprins
			12 Volailles
		62 (dans le Sud tunisien) Inclus les gouvernorats de : (Médenine, Kébili, Gabès)	10 Bovins
			30 Ovins
Arboriculture	165 agriculteurs	110 (au Centre de la Tunisie)	
		40 (au sud de la Tunisie)	
		15 (au nord de la Tunisie)	
Culture maraîchère	75 agriculteurs	07 (au Centre de la Tunisie)	
		34 (au sud de la Tunisie)	
		34 (au nord de la Tunisie)	
Céréaliculture	40 agriculteurs	10 (au sud de la Tunisie)	
		30 (au nord de la Tunisie)	
TOTAL		466	

Source : Enquête de l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP).2020.

En deuxième lieu, pour visualiser les répercussions de la pandémie sur le fonctionnement du secteur agricole ainsi les conséquences économiques sur le revenu des agriculteurs, nous avons mené des questionnaires supplémentaires durant le mois de septembre 2020 au marché de gros (Bir El Kassaâ), dont l'objectif qui a porté 124 agriculteurs, c'est d'étudier la nature des prix de vente des produits agricoles avant et pendant la pandémie (**Tableau 7**).

## I. LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN TUNISIE : ÉTAT DE LIEUX DU SECTEUR AGRICOLE

La Tunisie, située au nord de l'Afrique en bordure de la mer Méditerranée, a une superficie totale de 163610 km<sup>2</sup>, dont 8250 km<sup>2</sup> sont de lacs et de chotts. La superficie cultivable s'élève à 10,3 millions d'hectares, soit environ la moitié de la superficie totale. La superficie cultivée était de près 5 millions d'hectares en 2018, soit 46% de la superficie cultivable et 24% de la superficie totale.

Les superficies agricoles sont destinées majoritairement à trois grands types de culture, notamment l'arboriculture qui représente plus de 55% (2.371 millions d'hectares) des superficies agraires, ainsi que les agrumes et moins importants les céréales, en particulier le

blé dur et l'orge, qui représentent près de 30% (1.113 million d'hectares) des surfaces cultivées.

L'agriculture représente actuellement 10% du produit intérieur brut (PIB), par ailleurs cette part a connu une tendance globale à la baisse au cours des 25 dernières années passant de 14% au début des années 90 à 10% en 2018. Une certaine reprise est enregistrée depuis la révolution de 2011 avec des performances assez bonnes des principales filières agricoles, notamment l'huile d'olive.

Les principales cultures agraires et les produits d'élevage en Tunisie comprennent les céréales, les olives, le lait de vache, et notamment les dattes et le blé, qui représentaient plus de la moitié (52%) de la valeur de la production agricole et 33% de la quantité de production. La majorité des filières clés ont connu des développements importants au fil des années.

### 1. Le secteur d'élevage

L'élevage en Tunisie occupe une place importante dans l'économie tunisienne, du fait qu'il contribue à raison de 35% à 40% du produit intérieur brut agricole et de 4% à 5% du produit intérieur brut global. Durant la période de 1961-2018 (**Tableau 2**), le troupeau du bétail tunisien compte en moyenne 7.96 millions têtes<sup>[3]</sup>, dont 77.64% d'ovins (6.1 millions têtes), 13.76% caprins (1.09 million têtes) et 8.6% seulement pour le bovin (6.85 mille têtes).

Durant la saison agricole 2018-2019, le troupeau d'ovins compte 6.18 millions têtes, dont 3.76 millions d'unités femelles. Ce troupeau est réparti entre les différentes régions à hauteur de 44% au centre du pays, dont 27.51% sont réparti à la haute steppe occidentale de Sidi Bouzid (9.43%), Kasserine (9.34%) et 8.74% au gouvernorat de Kairouan, et 56% réparti entre le nord et le sud désertique, dont 39% de ce troupeau se répartit dans les régions du Haut-Tell tunisien (nord-est et nord-ouest ; **Figure 1**) .

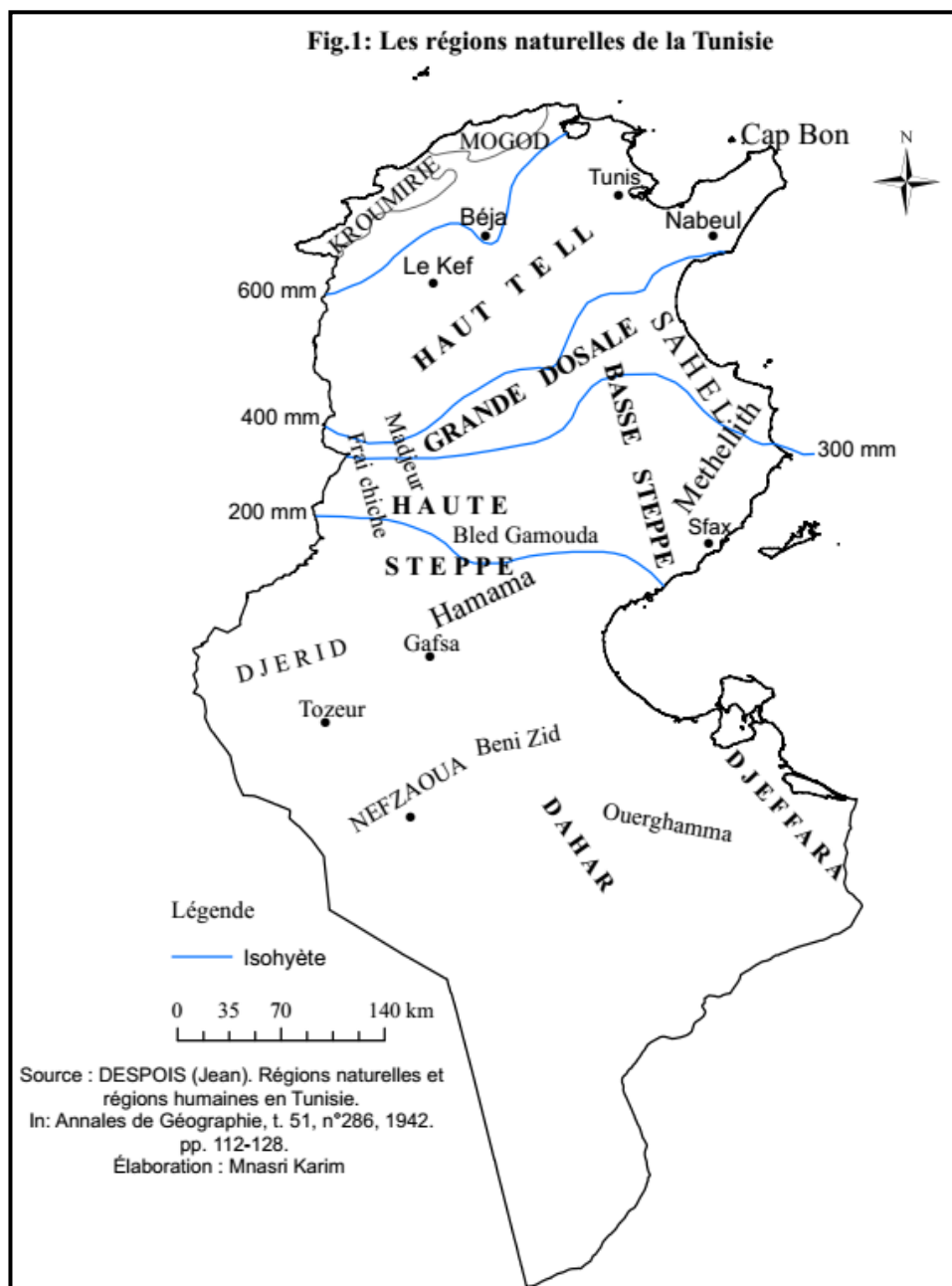
**Tableau 2. Nombre annuel moyen d'élevages en Tunisie durant la période 1961-2018**

Période	Nombre annuel moyen d'Ovins	Nombre annuel moyen de Caprins	Nombre annuel moyen de Bovins	Nombre total annuel moyen (1961-2018)
1961-2018	6188018	1095859.8	686005.2	7969883
	77.64%	13.76%	8.6%	100%

Source : Data de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

<sup>3</sup>- Selon les données officielles de la l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).





L'étude de la structure des troupeaux en Tunisie montre une variété à dominante d'ovins, dont 65% de ce troupeau sont des races d'origine berbère et 31% sont des races occidentales constituées en fait parmi les races les plus importantes pour la production de viandes, tandis que 4% sont des races laitières d'origine (Tiber, Sardi sicilienne).

Concernant les caprins, le nombre d'unités femelles est estimé à 716000 unités, dont 29% répartis dans les régions telliennes au nord de la Tunisie, 28 % dans les régions centrales (Bled Gammouda, Fraichiche et Methellith), et 43% à Beni Zid et Ouerghamma au sud du pays. Comparativement au troupeau d'ovin et de caprins, 66% du troupeau de bovins



sont réparti essentiellement aux régions du nord, 30% au centre alors que seulement 3% au sud de la Tunisie. Dans ce type de secteur d'élevage, le nombre d'unités femelles est estimé à 458000 unités, dont 59% (266000 unités) d'origine locale.

## **2. la culture maraîchère**

Avant tout, il faut souligner que les côtes tunisiennes tout entières, du Nord au Sud, bénéficient d'un climat particulièrement favorable aux cultures de primeurs, ces zones privilégiées se sont spécialisées dans des cultures intensives.

Ainsi à Tabarka, comme à Menzel-Temime (Cap-Bon), Téboulba (région de Sousse) ou dans les oasis côtières de Gabès et Zarzis, on trouve des cultures de tomate précoce, Porto-Farina, Ras-Djebel, Raf-Raf sont des centres de production de pommes de terre de primeur, alors que les centres de Djédeïda et de Sidi-Tabet produisent des artichauts précoces, et Korba (Cap-Bon) est entouré de champs de piments. Un peu plus loin, du littoral vers le nord-ouest (Béja), on est en présence de plantations importantes de melons d'hiver, alors que dans la région de la basse vallée de la Medjerdah (Utique, Galaat-el-Andleuss), on produit les tomates d'été et les gros melons tunisiens. Quant à la périphérie des grandes et moyennes villes (Manouba, Bardo, Soukra et Mornag), la consommation urbaine et l'extension des terres agricoles fertiles sont l'un des principaux facteurs dans l'intensité de la culture maraîchère. Vers le centre ouest (Sidi Bouzid, Kasserine, Kairouan) et dans les oasis du Sud tunisien, la mobilisation de l'hydraulique agricole par puits de surface ou profonde permettra d'étendre les périmètres irrigués, dont les cultures maraîchères se faisaient toujours en saison ou précoce, destinées à l'autoconsommation et le ravitaillement des marchés hebdomadaires ou de gros.

En Tunisie la culture maraîchère occupe une place importante dans l'ensemble de l'économie, du fait qu'il contribue de 15.7% du produit intérieur brut global. D'après les statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), les cultures maraîchères occupent en Tunisie une moyenne de 366 milles ha, dont la superficie a connu une évolution de 25985 ha en 1961 pour atteindre 92255 ha en 2018 (**Tableau 3**). Parallèlement à cette extension spatiale, la production maraîchère connaît aussi de fortes fluctuations d'une année à une autre. Néanmoins, elle a connu une nette amélioration et une tendance continue à la hausse chaque année. En effet, cette production est passée d'une moyenne d'environ 232 milles tonnes en 1961, pour atteindre 2.78 millions de tonnes en 2018.

**Tableau 3. Évolution de la superficie et de la production maraîchère en Tunisie  
Durant la période de 1961-2018**

Années	Superficie (ha)	Production (Tonnes)
1961	25985	232400
2018	92255	2788418
Moyenne annuelle (1961-2018)	366015	1263940

Source : Data de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation  
et l'Agriculture (FAO)

### 3. l'arboriculture

Selon les statistiques du Ministère de l'Agriculture, la plupart de la superficie allouée à l'arboriculture est cultivée en oliviers et en amandiers. Ces deux types d'arbre occupent à eux seuls environ 84% de la superficie totale en se concentrant essentiellement dans les régions du Centre et du Sud du pays, avec respectivement 1.403.000 ha et 341.000 ha. Le secteur arboricole est de loin la culture la plus répandue dans le pays. Ce profit en Tunisie et de leur culture arboricole fut dressée depuis longtemps par la création des pépinières régionales à Sfax, Sidi Bouzid, Testour et Kairouan qui mirent à la disposition des agriculteurs des plantes d'arbres fruitiers des variétés reconnues les meilleures. En effet, ce secteur a contribué de 33% au produit intérieur brut agricole.

### 4. Le secteur de céréale

La superficie totale allouée aux céréales cultivées pendant la saison 2018-2019 (Office des céréales) s'élève à 1.144.194 ha, dont 857000 ha (72% de la superficie totale) se trouvent au nord de la dorsale tunisienne, plus précisément entre le Haut-Tell et Bled de Béja. Dans les régions de Hautes et de Basses Steppes vers les régions du Sud tunisien, la place des grandes cultures diminue au profit de cultures irriguées notamment les légumes et les arbres fruitiers, de sorte que la céréale n'occupe que seulement 28% de la superficie totale, soit 332000 ha.

La majorité superficie cultivée en céréale en Tunisie est représentée essentiellement par le blé dur et l'orge, et dans une moindre mesure par le blé tendre. Il s'agit en grande majorité d'une production de type pluvial, de telle sorte que seulement 100 milles hectares peuvent être bénéficiés de l'irrigation en cas de sécheresse. Les rendements sont étroitement dépendants des aléas climatiques, cela peut être confirmé par la différence de la production selon les saisons agricoles, de sorte que si la production pour la saison agricole 2018-2019 était estimé à environ 13 millions de quintaux, son homologue pour la saison 2003-2004 représentait

environ 28 millions de quintaux, où les conditions climatiques ont été beaucoup plus favorables.

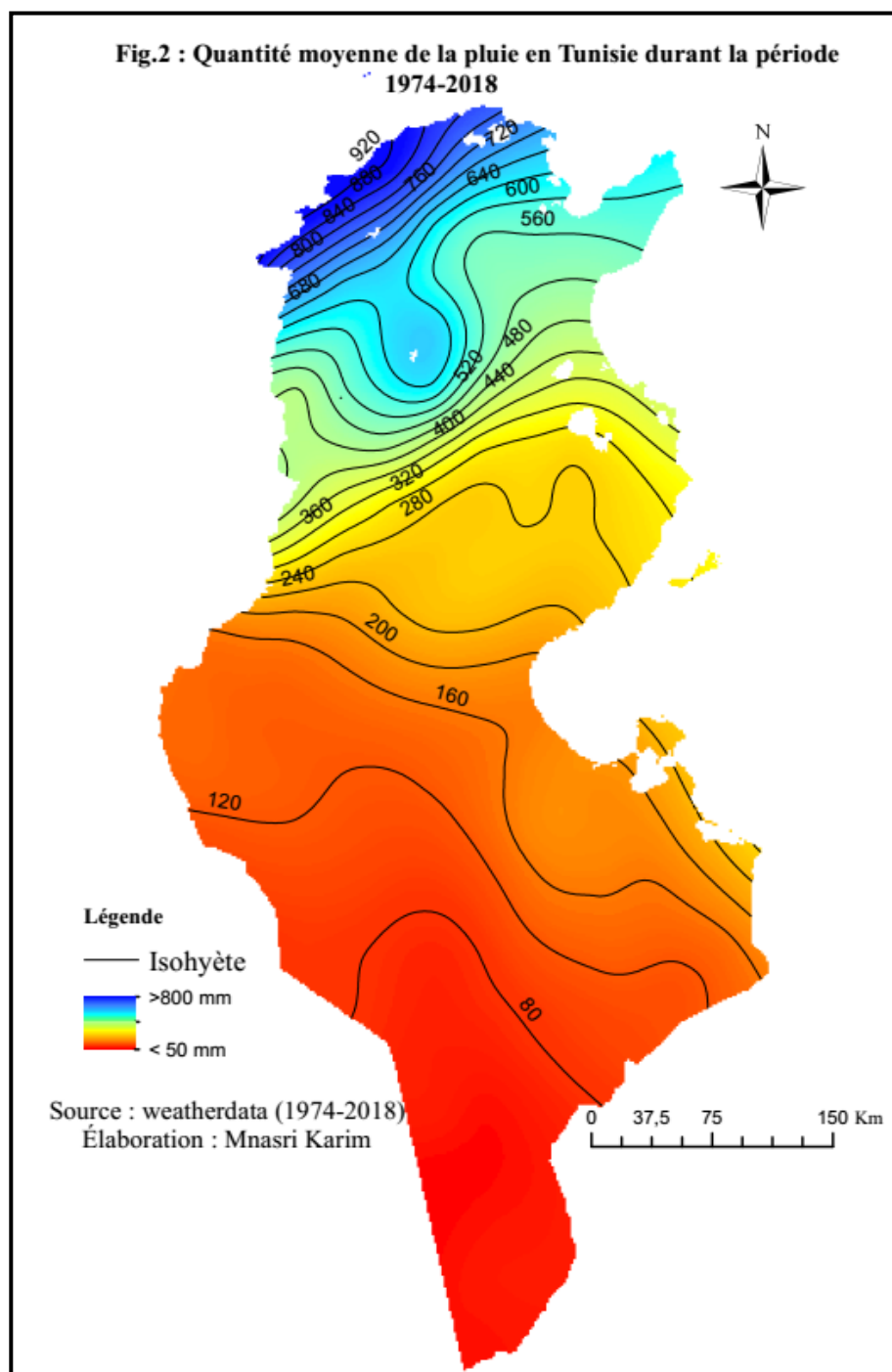
Bien que la culture céréalière occupe près du tiers de la surface agricole utilisée, les céréales ne contribuent en moyenne qu'à hauteur de 13% à la valeur ajoutée agricole et la production ne couvre pas les besoins du pays, par conséquent, ce déficit en produit céréalier comblé souvent par l'importation.

## **II. LES CONTRAINTES DU SECTEUR AGRICOLE EN TUNISIE : LES DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX, STRUCTURELS ET SOCIAUX**

### **1. les défis environnementaux : changements climatiques et la surexploitation des ressources en eau**

Les connaissances sur les précipitations de la Tunisie sont partielles et très dispersées. On sait qu'il s'agit d'un régime méditerranéen avec une décroissance rapide des pluies du nord vers le sud, à climat semi-aride puis aride (DESPOIS, 1961 et KASSAB et SETHOM, 1980).

L'étude des variations spatio-temporelles des précipitations annuelles durant la période de 1974-2018 montre un volume global de pluies faibles, une répartition spatiale très contrastée, et une variabilité interannuelle globalement forte. Seul le tiers de la Tunisie notamment au nord de la dorsale tunisienne bénéficie d'un total annuel de précipitations de 400 mm et atteint une moyenne de 800 mm à l'extrême nord du pays, plus précisément dans les régions de Mogod et Kroumirie. Dans les régions au sud de la Dorsale (2/3 de la superficie du pays), les moyennes varient de 360 à 80 mm (**Figure 2**). Comparativement à cette opposition nette de pluie entre le nord-ouest arrosé et le reste du pays qui reçoit beaucoup moins de pluie, les températures moyennes annuelles sont élevées, elles dépassent 18°C pour les trois quarts de la Tunisie. Les étés sont très chauds, avec des températures moyennes le plus souvent supérieures à 25°C, atteignant et dépassant 32°C au Sud. L'hiver est, au contraire, doux avec des maxima moyens supérieurs à 15°C, sauf pour les régions en altitude dans l'ouest du pays. La Tunisie est caractérisée par la variabilité et l'irrégularité de la pluviométrie annuelle qui lui offre un apport d'eau moyen annuel de 36 milliards de m<sup>3</sup>, variant de 11 Milliards de m<sup>3</sup> en année sèche et environ 90 milliards de m<sup>3</sup> en année pluvieuse. Ainsi, la répartition spatio-temporelle de la pluie et la configuration spatiale de l'occupation du sol font ressortir une forte aridité à laquelle s'ajoute la pression humaine sur les ressources naturelles. En effet, la superficie de la Tunisie est occupée à 5% de zones humides, 32% de terres cultivées, près de 13% de forêts, 0,5% de terres urbanisées et 50% de terres inexploitées.



Les contradictions des éléments des systèmes climatiques (élévation des températures, la diminution des précipitations, l'augmentation de l'évapotranspiration et la diminution des ressources en eau disponibles) sont autant de facteurs susceptibles de menacer les rendements des cultures irriguées (les légumes et les arbres fruitiers) et notamment les cultures pluviales, menaçant ainsi la durabilité économique du secteur agricole. Dans ce contexte, la superficie de l'arboriculture non irriguée pourrait, selon certaines estimations qui méritent d'être

actualisées (2007), diminuer de 800 milles ha environ, soit près de 50% de la superficie exploitée annuellement, notamment dans des régions avec des contrastes climatiques bien observés.

La filière oléicole représente l'activité principale de plus des deux tiers (environ de 390 milles ha) des agriculteurs tunisiens. Le changement climatique devrait aussi menacer cette culture dans des proportions encore assez mal estimées. Certains travaux de modélisations indiquent que sous l'effet de la sécheresse, les superficies des céréales irriguées diminueraient de 20% à l'horizon 2020, affectant surtout les régions à des contraintes climatiques du centre et du sud de la Tunisie <sup>[4]</sup>.

Les sécheresses conséquentes aux changements climatiques devraient également affecter les spéculations de la céréaliculture en pluvial, dont la superficie pourrait passer de 1,4 million d'hectares en moyenne actuellement <sup>[5]</sup> à environ un million d'hectares en 2030, soit une baisse d'environ 28% de la superficie agraire actuelle.

Globalement les conséquences du changement climatique s'avèrent économiquement négatives pour les populations les plus vulnérables, notamment les femmes, dont 32,3% vivent en zones rurales et qui constituent plus de 70% des emplois actifs dans le secteur agricole. La pauvreté risque ainsi de s'intensifier et de s'élargir à la tranche des petits agriculteurs dont les activités agricoles, déjà économiquement peu rentables, risquent de disparaître sous l'effet du changement climatique. Suite à la baisse anticipée des superficies et à rendements constants, le produit intérieur brut agricole accuserait une diminution de 5% à 10% en 2030 <sup>[6]</sup>. De nombreux écosystèmes se verraient aussi fortement impactés par le changement climatique.

Dans les régions steppiques du centre ouest de la Tunisie (Kasserine, Kairouan et Sidi Bouzid) et dans les régions du sud du pays, les nappes alfatières et les parcours subissent déjà une forte pression anthropique par le biais du surpâturage et les effets du changement climatique, qui peut être considéré comme l'un des défis qui sont devenus une menace évidente pour la durabilité du pastoralisme. Comparativement aux régions steppiques, les

---

<sup>4</sup> - Gafrej R., 2016. L'agriculture tunisienne face aux changements climatiques - CIHEAM Watch Letter n°37. 7 pages.

<sup>5</sup> - La moyenne de la période 1960-2018 est égale 1475025 ha.

<sup>6</sup> - MARH/GIZ, 2007. Stratégie nationale d'adaptation de l'agriculture tunisienne et des écosystèmes aux changements climatiques.

régions humides au nord du pays et à cause de la pression humaines se verraient également menacées par l'augmentation des phénomènes de salinisation et d'eutrophisation <sup>[7]</sup>.

Quant aux régions les exposées au risque climatique, notamment au sud de la Tunisie, les écosystèmes oasiens, quant à eux, est déjà fortement vulnérables du fait de leur forte dépendance à la ressource en eau. Pour la zone oasienne tunisienne, il est prévu un réchauffement moyen de 1,9 °C à l'horizon de 2030 et de 2,7 °C à l'horizon de 2050, avec une diminution des précipitations de 9% en 2030 et de 17% en 2050 et une augmentation de l'évapotranspiration de 8% à 14% durant la période de 2030- 2050 <sup>[8]</sup>.

À la fin de notre analyse, nous concluons donc qu'à l'exception de l'extrémité nord du pays, la majorité partie de l'agriculture en Tunisie est pratiquée dans des conditions naturelles des plus fragiles. Elle a donc un coût environnemental relativement important. La non-durabilité économique pourrait, dans ces conditions, poser le problème de la faisabilité socio –politique des choix d'ouverture et de croissance. Cette dimension est l'une des questions clés de la recherche de la durabilité de l'agriculture, qu'elle soit économique ou écologique. Le secteur irrigué qui occupe 425 milles ha au cours de l'année consomme environ 81% des ressources en eau et contribue à hauteur de 37% au produit intérieur brut agricole. La diminution des ressources en eau conjuguée à l'impact du changement climatique présente une menace sur ce secteur irrigué et donc sur l'équilibre économique du pays <sup>[9]</sup>.

## **2. Contraintes structurelles : structure des exploitations agricoles :**

L'analyse des données de la structure des exploitations agricoles en 2017 montre ainsi que le nombre d'exploitations agricoles est estimé à environ 550 mille exploitations, dont 46% de celles-ci se situent aux régions du centre contre 32% au nord et environ 22% au sud de la Tunisie. Ce nombre a connu une hausse au cours des dernières décennies, passant de 326 mille au début des années 60 à 516 milles en 2005. Cette hausse s'est accompagnée par une baisse importante de la superficie agricole moyenne qui est passée de 16 ha à seulement 10.2 ha en 2005. Ceci dénote d'un accroissement de plus en plus important du morcellement des terres agricoles en Tunisie.

---

<sup>7</sup>-L'eutrophisation correspond à un phénomène de dégradation d'un environnement aquatique. Celle-ci est généralement provoquée par une augmentation des substances nutritives présentes, telles que l'azote apporté par les cultures agricoles et la pollution automobile.

<sup>8</sup> - GIZ et Ministère de l'Environnement, 2012. Les oasis de Tunisie à protéger contre la dégradation et les effets du changement climatique.

<sup>9</sup> - Gafrej R., 2016. L'agriculture tunisienne face aux changements climatiques - CIHEAM Watch Letter n°37. 7 pages.



#### a. Le morcellement et l'exigüité des parcelles

La répartition des exploitations agricoles selon taille montre que le nombre d'exploitations agricoles de moins de 5 ha a plus que doublé depuis les années 60 passant de 133 milles exploitations à 281 milles exploitations en 2005 (**Tableau 4**). Cette évolution est due à l'aménagement foncier qui a touché les terres collectives, à la restructuration des terres domaniales et aux partages des exploitations par les héritiers <sup>[10]</sup>.

**Tableau 4. Évolution de la structure des exploitations agricoles en Tunisie durant La période (1961-1962) et (2004-2005)**

	1961-1962				2004-2005			
	Nombre	%	Superficie	%	Nombre	%	Superficie	%
>de 5 Ha	133.000	41	318.000	6	281.000	54	471.000	9
5 à 10 Ha	73.000	22	531.000	10	109.000	21	643.000	12
10 à 50 Ha	106.000	33	2.275.000	44	112.000	22	2.235.000	42
50 à 100 Ha	9000	3	583.000	11	10.000	2	645.000	12
> 100 Ha	5000	2	1.499.000	29	4000	1	1.301.000	25
<b>Total</b>	<b>326.000</b>	<b>100</b>	<b>5.206.000</b>	<b>100</b>	<b>516.000</b>	<b>100</b>	<b>5.295.000</b>	<b>100</b>

Source : Enquête sur les structures des exploitations agricoles : 1961-1962 et 2004-2005

L'étude de la structure des exploitations agricoles montre une tendance nette à la domination des petites exploitations, dont la part des exploitations de moins de 5 ha est passée de 41% en 1960 à 54% en 2005, celle de moins de 10 ha représente 75% des exploitations en 2005, alors que la part des exploitations dépassant les 50 ha n'est que 3%.

Comparativement aux grandes exploitations (>100 ha) qui représentent à peu près 25% de la superficie agricole, les superficies de moins de 5 ha représentent environ 471 milles ha en 2005, soit moins de 10% de la superficie globale des exploitations et 20% des superficies agricoles tunisiennes, dont près de 70% des exploitations de moins de 5 ha sont composées d'une seule parcelle.

Les superficies irriguées des exploitations de moins de 5 ha sont d'environ 83000 ha ce qui représente 25% des superficies totales irriguées et 16% des superficies cultivées à l'échelle nationale.

La répartition des exploitants selon la taille des exploitations durant la saison agricole 2004-2005 montre que plus de la moitié (54%) détiennent des exploitations de moins de 5 ha. À

<sup>10</sup> - Direction Générale des Etudes et du Développement Agricole : Enquête sur les Structures des Exploitations Agricoles : 1961-1962 et 2004-2005. Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques.



l'échelle nationale, le nombre des exploitants vivant entièrement de l'exploitation est estimé à 1.580 millions exploitants, dont 27% sont situés dans trois gouvernorats de Kairouan (154 mille exploitants), 143 mille dans le gouvernorat de Nabeul et 134 mille exploitants dans le gouvernorat de Mahdia. Notons également que près de 65% des familles vivant entièrement des exploitations se trouvent dans des exploitations de moins de 10 ha, dont 43% dans des parcelles moins de 5 ha et 21% dans des exploitations de 5 à 10 ha. En ce qui concerne la diversification des sources de revenu de l'exploitant agricole, plus de 45% des exploitants qui ont des exploitations de moins de 5 ha exercent une activité principale en dehors de l'exploitation. La même proportion exerce exclusivement une activité agricole au sein de l'exploitation <sup>[11]</sup>.

#### **b. Les exploitations agricoles en Tunisie : Un mode de gestion familial incapable de valoriser l'utilisation des terres agricoles**

En Tunisie, les petites exploitations agricoles sont étroitement liées au caractère familial. Ce mode de gestion reste le plus prépondérant et représente ainsi plus de 80% de l'emploi agricole. Cette aide-familiale est largement composée de femmes, qui sont généralement peu ou pas rémunérées lorsqu'elles travaillent dans l'exploitation familiale (aide familiale).

En Tunisie, le mode de gestion familial, bien qu'il représente un modèle participatif qui reflète la coopération familiale agricole en point de vue de réduction des coûts de production, mais il impacte indirectement la performance des terres agricole. Le plus souvent, ce mode de gestion des exploitations agricoles se traduit par des pratiques « traditionnelles », notamment sur le mode de l'exploitation agricole, l'aspect économique et par les techniques utilisées qui constitue un frein important au développement et à la productivité agricole.

Les petits exploitants multiplient les activités qui sont généralement plus ou moins diversifiées. Compte tenu à des conditions économiques, les activités dépendent généralement des régions où sont situées les petites exploitations, mais incluent le plus souvent les parcelles de l'arboriculture (oliviers) et les cultures légumineuses, qui sont complétées par de l'élevage diversifié permettant de générer de la liquidité à partir de la vente des produits de la ferme (lait, œufs, etc.). Dans ce contexte, dans la majorité des petites exploitations l'élevage diversifié garde une place importante dans l'économie agricole familiale et cela malgré les problèmes croissants de sécheresse et la hausse significative des prix des aliments du bétail.

---

<sup>11</sup> - Direction générale de la planification du développement et de l'investissement agricole : Enquête sur les structures des exploitations agricoles (2004-2005). Ministère de l'Agriculture des Ressources Hydrauliques et de la Pêche.

En revanche, dans les différentes régions en Tunisie, notamment dans les régions intérieures du sud pays les inégalités naturelles (la fertilité des terres, le climat) et les autres facteurs qui conditionnent la production sont telles que la surface de la Terre cultivable avec profit trop limitée. Le recours aux seules activités agricoles se révélera fondamentalement insuffisant pour parer à leur décadence et assurer le plein emploi d'une main-d'œuvre, dont la faible productivité engendre le bas niveau de vie et pousse ainsi au phénomène de l'exode rural. Dans ce cas, les activités non agricoles jouent également un rôle important, car elles fournissent des revenus supplémentaires aux petits exploitants et permettent à ces derniers de diversifier les risques et donc d'améliorer leur résilience aux chocs qui ont une incidence directe sur l'agriculture, ceci permet dans une certaine mesure d'assurer une sécurisation de la continuité de l'activité et des revenus.

### **3. Le vieillissement et le niveau d'instructions des exploitants agricoles : un défi de la modernisation agricole**

En Tunisie, l'analyse de la structure d'âge des exploitants agricoles, fait ressortir une tendance au vieillissement, cependant, la proportion des exploitants âgés de plus de 60 ans est passée de 21% au début des années soixante à 37% en 1994 pour se situer en 2004 à 43%. Cette catégorie d'exploitants détient 46% de la superficie agricole totale (**Tableau 5**).

**Tableau 5. Évolution de la part des exploitants agriculteurs selon l'âge durant  
La période (1961-1962) et (1994-1995) et (2004-2005)**

Tranche d'âge	Enquête (1961-1962)	Enquête (1994-1995)	Enquête (2004-2005)
Moins de 40 ans	33%	21%	13%
De 40 à 60 ans	46%	42%	44%
De 60 ans et plus	21%	37%	43%

Source : Enquête sur les structures des exploitations agricoles : 1961-1962 et 1994-1995 et 2004-2005

Ainsi, si l'exode rural ne touche qu'une faible proportion des chefs d'exploitations eux-mêmes, il touche dans une proportion importante leurs enfants, ce qui suppose le problème de relève d'un grand nombre de ces agriculteurs.

Dans la plupart des régions, et à cause du faible revenu agricole, les jeunes s'orientent généralement vers les métiers non agricoles (l'artisanat, le bâtiment, commerce.etc). Cette situation se traduit par une hausse de la migration des jeunes des zones rurales vers les villes littorales et les grandes villes urbaines au nord du pays à la recherche de travaux moins pénibles et plus rémunérateurs que l'activité agricole. Ceci engendre par une pénurie importante de la main-d'œuvre agricole. En revanche du phénomène du vieillissement, le

niveau d'instruction des exploitants agricoles est particulièrement limité, et constituant ainsi un autre facteur de blocage de l'agriculture tunisienne, de sorte que seuls 3% (environ 17 mille exploitants) d'entre eux ont un niveau supérieur (ex. : ingénieurs, diplômé supérieur sans emploi dans leurs domaines d'études, technicien supérieure.etc.), mais ce sont surtout des exploitants qui gèrent de grandes parcelles. Dans ce contexte, près de 85% des exploitants agricoles n'ont pas dépassé l'enseignement primaire. Selon les résultats de l'Enquête sur les Structures des Exploitations agricoles (2004-2005), le taux d'analphabétisme chez les exploitants agricoles est estimé à 46%, alors que ce taux est très souvent supérieur à 40% notamment dans les régions rurales (Sidi Bouzid, Kasserine, Kairouan) et atteint le pic de 67% dans le gouvernorat de Tataouine. Cette situation caractérise surtout les petits exploitants agricoles.

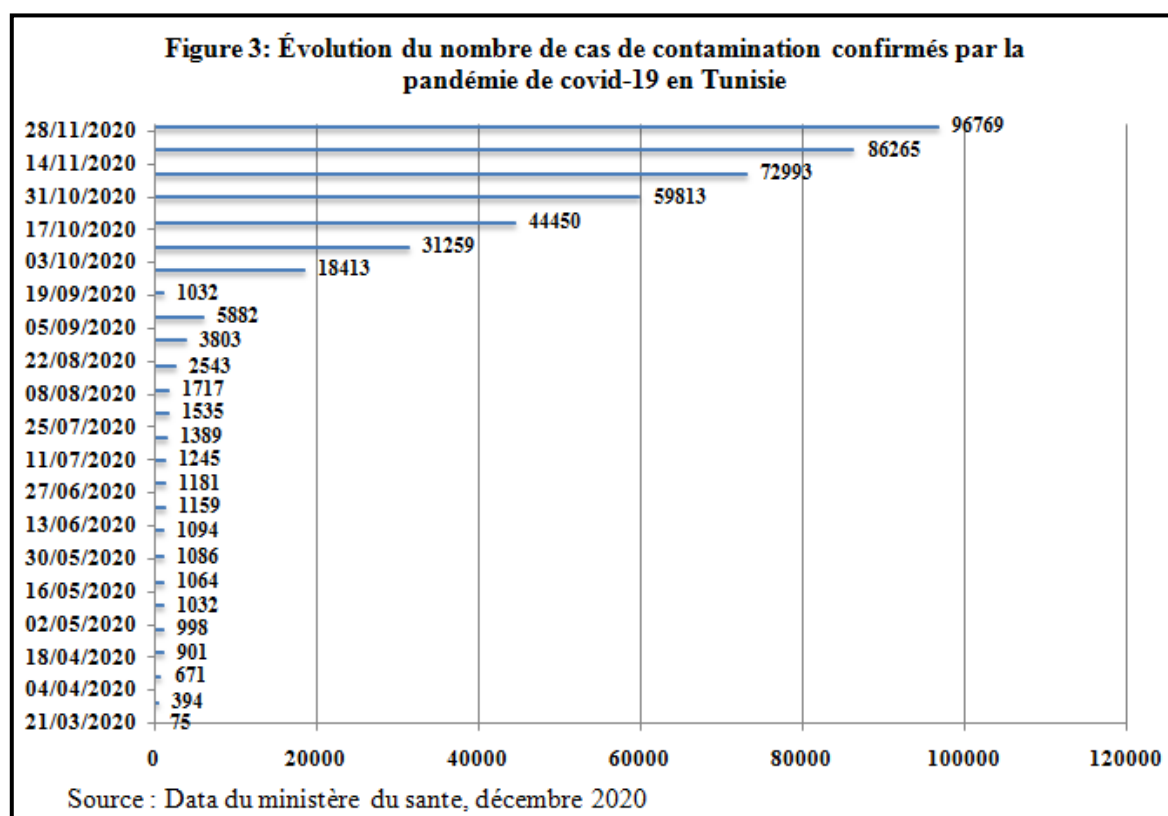
### **III. LE DÉFI DU SECTEUR AGRICOLE PAR LE NOUVEAU CONTEXTE SANITAIRE : LA PANDÉMIE DE LA COVID-19**

La pandémie du Covid-19 apparaissait en Tunisie en ce début d'année 2020, très rapidement l'inquiétude d'un bouleversement réel de notre vie en société se pointait surtout pour tout ce qui est approvisionnement en produits agricoles. De plus, tout le monde est inquiet quant aux difficultés économiques que pouvait engendrer cette crise pour les opérateurs et notamment auprès des agriculteurs tunisiens. En Tunisie, comme pour les autres secteurs économiques, l'agriculture pourrait aussi être impactée par cette nouvelle pandémie, notamment les petits agriculteurs qui pourraient se voir interdire de travailler sur leurs terres ou d'accéder aux marchés pour vendre leurs produits ou d'acheter des semences ou bien qui pourraient être surpris par une hausse des prix alimentaires ou une réduction du pouvoir d'achat.

#### **a. Un contexte sanitaire inadéquat pour renforcer l'activité du secteur agricole**

Face au danger de la pandémie du Covid19 et pour limiter sa propagation (**Figure 3**), de nombreuses mesures d'accompagnement ont été prises entre-temps, notamment en ce qui concerne les marchés hebdomadaires et de gros, ainsi de limiter les déplacements entre les villes tunisiennes. Dans ce cas, les restrictions imposées au transport des marchandises et les mesures de confinement vont probablement empêcher les agriculteurs de se rendre sur les marchés et, par conséquent, affaiblir leur capacité de production et freiner la vente de leurs produits.

Par contre, si la question alimentaire à l'échelle est de plus en plus préoccupante, en effet, et à l'échelle de la Tunisie, de nouvelles procédures ont été prises en considération dans le but de faciliter le déplacement des agriculteurs. Dans ce contexte, les ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture ont annoncé, lundi 30 mars 2020, de nouvelles mesures exceptionnelles visant à faciliter le déplacement des ouvriers agricoles et notamment des agriculteurs pour poursuivre l'approvisionnement des marchés en produits agricoles. Ainsi, tout agriculteur souhaitant se déplacer durant cette période de quarantaine est appelé à présenter une attestation d'exercice d'une activité agricole délivrée nécessairement par les structures professionnelles agricoles telles que l'union tunisienne des agriculteurs et des pêcheurs (UTAP), ou les unions régionales agricoles.



## 2. Impact de la pandémie du Covid-19 sur le fonctionnement du secteur agricole

### a. Impact selon la taille de l'exploitation

Le confinement, quelles que soient les règles et les mesures qui ont été annoncées par le conseil de sécurité nationale, il affecte substantiellement tous les secteurs de l'économie, en particulier le fonctionnement du secteur agricole. Cet effet peut être retracé à travers plusieurs aspects, notamment l'impact de l'application du confinement entre les villes tunisiennes et les

pertes matérielles des agriculteurs en fonction de la taille de l'exploitation. Dans ce contexte, il est attendu que des agricultures possédant des exploitations de tailles différentes peuvent enregistrer des pertes avec des montants plus ou moins importants selon la taille de la surface agricole utile, en effet, les résultats de l'enquête montre clairement que les agriculteurs exploitant les superficies les plus importantes (> à 10 ha) ont accusé les pertes moyennes les plus élevées sont d'environ 17.640 DT par agriculteur, alors que ceux qui exploite une superficie de 5ha à 10ha leurs pertes à environ de 12.761 DT, par ailleurs ceux qui n'expliquaient que d'une superficie agricole moins de 5 ha ont enregistré les pertes les plus faibles d'environ 8.758 DT par agriculteurs.

La confrontation entre le taux des pertes matérielles et la superficie agricole exploitée sont expliqués par la quantité produite, donc les charges dépensées dans chaque exploitation, de telle sorte que plus on a une grande superficie plus on produit en quantité qui n'ont pas été totalement commercialisés à cause de restriction de confinement (déplacement accès aux marchés hebdomadaires, au marché de gros...etc.).

#### **b. Impact selon les spéculations agraires**

Contrairement aux effets de la pandémie coronavirus sur de la taille des exploitations agricoles, la pandémie à travers la restriction de confinement a également un impact direct sur la nature de spéculation agricole. Selon cette étude, les résultats de l'enquête nous a permis d'individualiser quatre groupes de spéculations distincts (les grandes cultures, les productions animales, l'arboriculture et les cultures maraîchères) en montrant en même temps que, quelle que soit la région à laquelle appartiennent les exploitants, les pertes les plus élevées sont enregistrées chez ceux qui ont pratiqué les grandes cultures (céréale, aliments fourragers). Il est donc évident que les pertes soient des plus considérables d'environ 20538 dinars tunisiens par agriculteurs (**Tableau 6**) puisqu'on a affaire à des spéculations plus difficiles à gérer du fait qu'elles sont pratiquées sur de plus grandes superficies.

**Tableau 6. Taille des pertes moyennes selon spéculation agraires durant la restriction de confinement en Tunisie 2020**

Perte moyenne en dinar tunisien par agriculteurs	Types de spéculation
20538	Céréales, cultures fourragères
14490	Cultures maraîchères
14228	Productions animales
13184	Arboriculture
Total : 62440 DT	

Source : 2020 : L'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP). 60 pages.

En deuxième lieu, les exploitants pratiquants les spéculations de la production animale, l'arboriculture et les cultures maraîchères appartiennent au deuxième groupe, de sorte que l'ampleur des pertes a été estimée en moyenne à 13840 dinars tunisiens par agriculteurs, quoique très importants, mais significativement plus faibles que celles enregistrées pour ceux qui appartiennent à la spéculation de grandes cultures. Il est fort probable que les exploitants ont été empêchés, suite au confinement, d'intervenir soit par des traitements contre les maladies cryptogamiques apparaissant surtout au printemps notamment pour l'arboriculture et les cultures maraîchères, soit par des irrigations pour sauver les cultures installées particulièrement les cultures maraîchères, soit pour récolter les produits déjà près à la récolte, soit aussi pour traire les vaches à temps ou même pour ramasser les produits récoltés et les transporter au marché afin de les écouler.

En fait, l'ampleur de ces pertes par agriculture ne fait aucun doute, mais il s'agit plutôt de résultats probables depuis le déclenchement de la pandémie, et ceci dû principalement par l'impact de la restriction de confinement entre les régions, ainsi qu'à la baisse des prix de certaines variétés agricoles. Selon notre enquête au marché du gros de (Bir El Kassaâ) (**Tableau 7**), et parmi de 124 agriculteurs enquêtés, la plupart des réponses déclarent une baisse des prix des produits agricoles par rapport à l'année précédente, notamment pour les cultures maraîchères, dont on'a enregistré 90.9% pour les agriculteurs de la région de Sidi Bouzid (Centre ouest-tunisien) et 80.76% pour les agriculteurs de la région du Nabeul (nord-est tunisien). À titre d'exemple, durant la période de confinement et suite à la fermeture des restaurants et des hôtels, la perturbation au niveau de la rentrée scolaire et universitaire, et la fermeture des frontières terrestres avec la Lybie, qui constitue un des principaux marchés pour les produits agricoles tunisiens, dont le prix de légumes, a vu en moyenne une régression de 12% en comparaison avec la même période de l'année 2019, de sorte que les prix de la pomme de terre ont enregistré une diminution de 16%, ainsi que les prix de piments a su une régression entre 16 et 20 %.

Par contre pour les variétés de l'arboriculture, si la chute des prix n'a pas été très sensible que les cultures maraîchères, notamment au niveau du gouvernorat de Sidi Bouzid, d'ont on'a enregistré seulement 20% des réponses déclare d'une baisse des prix, et 66.6% pour les agriculteurs de la région de Nabeul, par contre les déclarations sont très marquées au niveau des agriculteurs de la région de Kébili (sud tunisien), dont on'a enregistré (100%) déclaré une régression des prix notamment les cultures des palmiers dattiers (**Tableau 7**). Dans ce

contexte, pour les produits fruitiers, la moyenne générale des prix des fruits a diminué de 0.4% en comparaison de la même période de l'année 2019 <sup>[12]</sup>, vu que la période de confinement a coïncidé à la fin de la saison des agrumes, en plus la production de fruits d'été de l'année 2020 a enregistré une diminution des quantités donc une diminution de l'offre qui en temps normal se manifeste par une augmentation des prix.

**Tableau7 : Nombres des réponses déclarés sur les prix des produits maraîchers et des arbres fruitiers pendant confinement 2020**

Gouvernorat	Types de spéculation	Déclaration	Prix stable	Prix de vente à diminue	Prix de vente à évoluée	Total par spéculation	Total enquêté
Sidi Bouzid	Les produits légumineux	Oui	0	30	0	33	48
		%	0%	90.9%	0%		
		Non	0	3	0		
		%	0%	9%	0%		
	Les produits fruitiers	Oui	0	3	12	15	
		%	0%	20%	80%		
		Non	0	3	12		
		%	0%	20%	80%		
Nabeul	Les produits légumineux	Oui	0	21	0	26	53
		%	0%	80.76%	0%		
		Non	0	5	0		
		%	0%	19.23%	0%		
	Les produits fruitiers	Oui	0	18	0	27	
		%	0%	66.66%	0%		
		Non	0	9	0		
		%	0%	33.33%	0%		
Kébili	Les produits légumineux	Oui	0	9	0	9	23
		%	0%	100%	0%		
		Non	9	0	9		
		%	100%	0%	100%		
	Les produits fruitiers	Oui	14	14	0	14	
		%	100%	100% <sup>[13]</sup>	0%		
		Non	0	0	14		
		%	0%	0%	100%		

Source : Enquête personnel (Mnasri Karim) : septembre 2020.

### c. Impact sur le revenu des paysans agriculteurs

<sup>12</sup> - À l'exception de la régression pour les variétés des dattes 12.5% et 8% pour les variétés de melons et de pastèques à cause de la suspension de l'exportation.

<sup>13</sup> - Toutes les déclarations concernent les palmiers dattiers.



L'impact de la pandémie de covid-19 ne peut se limiter uniquement à la baisse des prix de certains produits agricoles et aux pertes des exploitations agricoles, mais aussi à inclure le revenu de l'agriculteur lui-même. Il semble bien donc que dans les régions où l'observation du confinement était de règle, les exploitants aient vu leurs mouvements entravés, ce qui s'est traduit par un manquement de leurs obligations envers les spéculations en cours.

Selon cette hypothèse, un tel manquement s'est traduit pratiquement par des pertes parfois très conséquentes. En confrontant les résultats de la répartition géographique des niveaux des pertes par exploitant et la répartition géographique des cas positifs de coronavirus (impliquant des restrictions plus fortes aux mouvements des agriculteurs), il apparaît clairement que les gouvernorats le plus affectés par des pertes matérielles sont les zones où le nombre de cas est le moins élevé (zone verte) ce qui veut dire que le degré de respect du confinement pour ce type de gouvernorat était un des plus stricts (**Tableau 8**). De fait qu'un tel comportement s'est traduit par un ralentissement certain du rythme quotidien du travail des agriculteurs (ressenti particulièrement au niveau de la récolte, l'écoulement et le transport des produits sur les marchés hebdomadaires et de gros). Une telle restriction, exacerbée par une abondance de produits maraîchers fragiles et difficiles à conserver au niveau des zones de production, a engendré inéluctablement des pertes de revenu chez les exploitants enquêtés.

**Tableau 8. Impact du Covid-19 sur la taille des pertes par agriculteurs durant la restriction de confinement en Tunisie en 2020**

Gouvernorat enquêté	Nombre des cas infectés par le virus jusqu'au le 06/05/2020	Pertes en moyenne par agriculteurs
Jendouba	1	30 000 DT
Le Kef	8	24 588 DT
Béja	3	22 800 DT
Bizerte	25	21 500 DT
Kairouan	8	15 407 DT
Médénine	90	12 326 DT
Kébili	106	10 000 DT
Zaghouan	3	9 500 DT
Nabeul	14	9 288 DT
Ariana	99	8 400 DT
Kasserine	8	7 667 DT
Sidi Bouzid	6	6 750 DT
Sousse	84	6 200 DT
Ben Arous	97	5 000 DT
Gabès	23	3 000 DT
Sfax	36	3 000 DT

Source: 2020 : Enquête de l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP).

60 pages.

Selon le résultat de l'enquête de l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP), on peut individualiser sept groupes des régions (gouvernorats), quoique présentant des intersections, elles se distinguent les unes des autres par les niveaux moyens des pertes contractées par les exploitants. En effet, le gouvernorat de Jendouba constitue à lui seul le premier groupe correspondant aux exploitants qui ont accusé les pertes les plus élevées environ 30 milles dinars tunisiens semble-t-il à cause d'une observation très sévère du confinement dans cette région. Il semble aussi que les citoyens dans cette région étaient très disciplinés et appliqués en observant le confinement.

Les Gouvernorats du Kef, Béja et Bizerte forment ensemble le deuxième groupe avec des pertes moyennes allant de 21.5 milles à 24.58 mille dinars tunisiens par exploitant. Au niveau de ce plus grand groupe, les pertes moyennes par exploitant sont sensiblement moins importantes que celle accusée au niveau du gouvernorat de Jendouba, mais elles restent assez élevées comparativement à celles contractées au niveau des deuxième groupes.

La perte moyenne contractée par les exploitants au niveau du gouvernorat de Kairouan (G3) est de 15.407 mille dinars. Elle reste sensiblement plus faible comparativement au groupe précédent (G2), cependant elle est assez conséquente comparativement aux pertes moyennes enregistrées au niveau des gouvernorats de Médenine et Kébili (G4) et qui vont des pertes de 10 à 12.3 mille dinars.

Le groupe (G5) composé des gouvernorats de (Zaghouan, Nabeul, Ariana et Kasserine) semble avoir permis aux gens, quotidiennement, plus de liberté à gérer leurs affaires de plus près. Il semble que les agriculteurs ont su bien tirer profit de cette liberté partielle pour s'occuper de leurs activités aux dépens du confinement, ce qui s'est répercuté par une réduction sensible des pertes comparativement aux groupes précédents. En effet, les pertes moyennes accusées par exploitant allant de 7.667 à 9.5 mille dinars pour cette région restent encore assez conséquentes, mais elles sont significativement plus faibles que celles contractées au niveau du groupe (G4).

Les exploitants appartenant au groupe (G6) constitué des gouvernorats de Sidi Bouzid, Sousse et Ben Arous ont accusé, chacun, des pertes allant de 5 milles à 6.750 milles dinars, significativement plus faibles que celles enregistrées pour le groupe précédent (G5).

Le groupe (G7) constitué des 2 gouvernorats (Gabès, Sfax) vient en queue de liste avec des pertes moyennes les plus faibles estimées à 3 mille dinars par exploitant <sup>[14]</sup>.

Finalement on conclure qu'il est bien entendu que les pertes sont d'autant plus élevées que le gouvernement était plus lent dans la prise de décisions et de mesures plus adéquates en faveur des agriculteurs lors et après de confinement total. Cette démarche a fait que l'impact du confinement s'est fait doublement ressentir par les producteurs.

## Conclusion

La description des résultats montre le gouvernement tunisien a adopté de mesures préventives pour faire face à la crise du covid-19 et a pris rapidement les mesures nécessaires pour endiguer l'entrée du virus dans son territoire et sa propagation au sein de la population.

Les conséquences immédiates de ces mesures ont été la réduction de la force productive à la suite de l'arrêt de travail pour certains, le chômage technique avec perturbations et/ou arrêt des chaînes d'approvisionnement. En Tunisie, cette force productive a été réduite à 1.6 million de personnes qui assuraient le maintien et la continuité des services dits « essentiels ».

Concernant les activités agricoles pendant les procédures du confinement strict et durant la phase de déconfinement progressif, ce sont essentiellement les limitations dans les transports des personnes et des marchandises, l'accès aux intrants agricoles et la disponibilité de la main-d'œuvre qui ont pu potentiellement perturber la production, la transformation et la commercialisation.

Toutefois, si le confinement a un double impact dans la commercialisation agroalimentaire que ce soit dans la baisse ou l'évolution des prix de certaines variétés agricoles, en effet l'impact pourrait affecter la production et qui pourrait être observé plus tard, car les cultures qui devaient être semées pendant le confinement ou qui ont eu besoin de soins particuliers durant cette période ont pu être retardées ou affectées dans leur développement, ce qui causera des baisses de production quelques mois plus tard. C'est le cas, par exemple, des cultures maraîchères d'été, semées en mars avril, et de la pollinisation des palmiers dattiers, réalisée à la même période.

L'impact sur l'économie du pays reste encore méconnu et malgré un déconfinement progressif entamé depuis le 4 mai 2020, les impacts à court, moyen et long terme seront significatifs sur le développement socio-économique de la Tunisie. Il semble bien qu'à cause

---

<sup>14</sup> - À titre d'exemple dans les milieux ruraux au gouvernorat de Sfax, les paysans avaient participé quotidiennement à la récolte et au transport des olives vers le marché ou vers les huileries privées.

de la pandémie du covid-19, une telle procédure de confinement s'est traduite pratiquement par des pertes parfois très conséquentes.

Selon les résultats de l'enquête de l'Union tunisienne d'Agriculture, le coronavirus a eu un effet négatif notoire sur le revenu des exploitants agricoles. En effet, l'analyse des données a permis de mettre en évidence que les pertes moyennes contractées par les agriculteurs, quoique très variables selon le facteur étudié, ont parfois pris des ampleurs très conséquentes.

En effet, il semble aussi que l'observation du confinement n'a pas été tenue avec la même rigueur en passant d'une région à une autre. Les pertes moyennes sont plus importantes dans certaines régions (Jendouba) que dans d'autres (Sfax et Gabès).

En effet, les résultats montrent effectivement que certains agriculteurs étaient plus disciplinés à observer le confinement. Ces derniers ont accusé les pertes moyennes les plus élevées.

Pratiquées sur de plus grandes superficies, les grandes cultures étaient les plus touchées. Les spéculations qui ne dépendent pas trop du sol ou qui n'en dépendent pas du tout étaient les moins exposées à l'effet négatif du confinement.

Dans les exploitations dont la superficie agricole utile est supérieure à 10 Ha on a enregistré les pertes moyennes les plus élevées. Au fur et à mesure que la taille de l'exploitation diminue, les pertes, quoiqu'elles restent encore très conséquentes, deviennent plus faibles.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABDELKARIM D, 2002 .L'irrigation dans les hautes steppes orientales tunisiennes : mutations socio-spatiales récentes et perspectives de développement. In connaissances et pratiques des milieux et des territoires. *IIIème colloque de géographie. FSHST, Tunis, Pub de l'École Normale Supérieure de Tunis*, 222-258.
- ABDELKARIM D, 2010 .Tension, conflits pour l'usage de l'eau et modes de régulation dans les hautes steppes orientales tunisiennes. In Chérif A et Hénia L, *le Climat, Sociétés et dynamiques des paysages ruraux en Tunisie, Université de Tunis*, 222-258.
- BELHEDI A, 1995 .Territoires, appartenance et identification. Quelques réflexions à partir du cas tunisien. *Revue Tunisienne de Géographie*, n° 27, 9-35.
- Ben Saad A, 1997 . Politiques foncières et dynamiques socio-spatiales : la privatisation des terres collectives dans la plaine de Bled Amra Gafsa (Hautes steppes tunisiennes). Thèse de doctorat en géographie de l'Université de Tours. France. 245 pages.
- Picouet M, Sghaier M, Genin D, Abaab A, Guillaume H, Elloumi M, (éds.), Environnement et sociétés rurales en mutation. Approches alternatives. *Editions IRD, collection Latitudes 23*, 307-321.
- Chennoufi A, 2008. Expérience tunisienne en matière de gestion participative de la demande d'eau, document de travail, MARH et BM, mars 2008, 107 pages.
- El Amami S, 1984. Les aménagements hydrauliques traditionnels de Tunisie, Tunis, Centre de Recherche en Génie Rural, 69 pages.
- FAO, 2008 .La gestion des eaux souterraines en Tunisie, Rapport provisoire, mars 2008, Expert consultant : GAUBI Elyès, 105 pages.
- HADEID M, 2010 .Jeux d'acteurs et stratégies d'appropriation de l'espace en milieu steppique : Le cas des Hautes Plaines Sud -Oranaïses ». *Revue Algérienne d'anthropologie et des Sciences Sociales. Revue*, N° 50. 30 pages.
- HINNEWINKEL J.C, 2007. L'avenir du terroir : gérer de la complexité par la gouvernance locale. *Revue Option, Médit. N° 109. Pub, de l'Université de Provence*, 17-22.
- LAMINE R, 2009 .Les régions intérieures en Tunisie, Situation du développement humain et enjeux du développement, géographie et développement. *Revue de l'Association des Géographes Tunisiens*, n° 18, 4-24.
- LATRACH MH, 2013. La grêle en Tunisie : Diagnostic et gestion d'un Risque agricole émergent. Thèse de doctorat en Géographie, Univ-Paul-Valéry Montpellier III, 401 pages.

- MABROUK A, 2008. Le développement local selon l'approche participative : Fondement, enjeux Et dérapages : étude de cas de la communauté de Ouled Massoud, Délégation de Foussana, gouvernorat de Kasserine, Diplôme de Mastère en Sociologie. Facultés des Sciences Humaines et Sociales de Tunis (FSHST), 148 pages.
- Mohamed E, 2016 . la gouvernance des eaux souterraines en Tunisie. International Water Management Institute.121 pages.
- SAHBANI A, 1988. Décentralisation et développement régional : le cas Tunisien : Exemple : La région de Centre-Ouest, Thèse de Doctorat en Sociologie, Facultés des Sciences Humaines et Sociales de Tunis (FSHST), 536 pages.
- Salah S et Nasri S, 1997 . Les lacs et retenues collinaires en Tunisie. *Fonds documentaires ORSTOM*, 15-16.
- DESPOIS J, 1961. La Tunisie, Éd. PUF, Paris, 224 p.
- HENIA L, 1988. Les régions à climat aride en Tunisie : le problème des limites. *Climats et climatologie*, G. Escourrou et J. Rerard Éd., p. 251-259.
- KASSAB A, SETHOM Hafed, 1980. Géographie de la Tunisie, le pays et les hommes, Publication de l'Université de Tunis, 307p.
- PONCET J, 1970. La catastrophe climatique de l'année 1969 en Tunisie, *Annales de Géographie*, p. 581-585.
- DESPOIS J, 1961. La Tunisie, Éd. PUF, Paris, 224 p.